

**DÉPÔT DU PLAN DE FINANCEMENT DES SERVICES DE PREMIERS
RÉPONDANTS**

PRÉSENTÉ AUX

**MEMBRES DU COMITÉ DE RÉVISION DU PROGRAMME DE PREMIERS
RÉPONDANTS
| UMQ, FQM, AGSICQ, SIM, VILLE DE MONTRÉAL, MSP, MAMH |**

PAR

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

**EN VUE D'UN NOUVEAU CONTRAT DE SERVICES DE PREMIERS
RÉPONDANTS**

JUILLET 2024

1. PRÉAMBULE

Par la présente, le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) soumet au comité de révision du programme de premiers répondants (PR) le plan de financement du nouveau contrat de services de PR. Cette démarche vise à aligner la compréhension des modalités de financement entre les différentes parties prenantes et à garantir leur engagement en vue d'une entente provinciale. Une telle entente assurerait équité et efficacité, permettant un déploiement efficient et agile des services PR, contribuant ainsi à améliorer la couverture préhospitalière et à réduire la mortalité et la morbidité.

Éléments d'intérêt gouvernemental

Cadre légal :

Loi sur les services préhospitaliers d'urgence

Article 3. 12° « [Le ministre de la Santé] détermine le contenu minimal de l'entente conclue en vertu de l'article 38, laquelle doit notamment prévoir les modalités de fonctionnement des services de premiers répondants, les normes de qualité qui doivent être respectées, les modalités de financement, s'il y a lieu, et celles du remboursement des dépenses jugées admissibles, les modalités de reddition de compte de même que les cas, conditions et circonstances pour lesquels l'une ou l'autre des parties peut mettre fin à cette entente. »

Code de cha

Article 38. « Dans la mesure où son plan triennal d'organisation des services préhospitaliers d'urgence le prévoit, une agence doit, compte tenu des ressources disponibles, prendre les mesures nécessaires en vue de soutenir la mise en place d'un service de premiers répondants sur son territoire.

L'agence doit conclure, avec les municipalités intéressées ayant compétence sur son territoire, une entente, dont le contenu doit respecter celui déterminé conformément au paragraphe 12° de l'article 3, en vertu de laquelle la municipalité désigne un ou des services en mesure d'offrir des services de premiers répondants. Les services ainsi désignés doivent être accrédités par l'agence

Toute municipalité peut conclure l'entente visée au deuxième alinéa. La municipalité partie à une telle entente dispose des pouvoirs nécessaires à son application dont notamment celui de confier les responsabilités qui lui sont dévolues par l'entente à une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives.»

Orientations ministérielles

Le MSSS souhaite que le nouveau contrat de services de PR de premiers répondants permette d'atteindre les quatre grandes orientations suivantes :

- **Orientation 1** : améliorer la couverture des services préhospitaliers d'urgence en atteignant une couverture de 80 % de la population d'ici 2028, et de 75 % des municipalités d'ici 2030, conformément aux objectifs du MSSS.
- **Orientation 2** : répondre aux demandes des municipalités et des services de sécurité incendie (SSI) en augmentant le financement des services de premiers répondants, tant pour l'implantation que pour la récurrence.
- **Orientation 3** : s'inscrire dans une démarche collaborative, mettant l'accent sur la responsabilité partagée de la promotion de la santé des citoyens.
- **Orientation 4** : présenter une seule entente provinciale uniforme et équitable en cohérence avec les dispositions de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence.

Ces quatre orientations constituent les priorités gouvernementales qui guident les travaux de révision et encadrent la nouvelle entente provinciale.

2. DÉMARCHE DE VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT PROPOSÉ

Dans le contexte actuel des finances publiques du Québec, marqué par un déficit significatif de 11 milliards de dollars, le gouvernement provincial doit faire preuve d'une grande prudence dans la gestion de ses ressources. Malgré ces défis financiers, le gouvernement du Québec reconnaît l'importance des services de premiers répondants offerts par les municipalités. C'est dans cette optique que le MSSS fait un effort considérable dans ce plan de financement. Cet effort vise à souligner et à soutenir tout le travail exceptionnel accompli par les municipalités, afin d'assurer la continuité et l'efficacité de ces services essentiels pour nos citoyens.

Ce plan de financement a fait l'objet d'une analyse de faisabilité en fonction des ressources financières existantes. Dans le cadre d'une démarche collaborative et transparente, le MSSS souhaite travailler avec les membres du comité pour :

- Convenir des nouvelles modalités de financement dans le respect du cadre budgétaire alloué.
- Promouvoir le nouveau contrat de services de PR et sensibiliser les différentes parties prenantes à l'importance des premiers répondants comme maillon indispensable de la chaîne de survie préhospitalière.

3. AVANTAGES DE LA RÉVISION DU PROGRAMME DE PR

- Bonification importante du financement : implantation et récurrence.
- Financement prévisible et simplifié
- Simplicité des redditions de comptes.
- Possibilité de faire des économies d'échelle via l'accès aux AOP du centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)¹:
 - DEA
 - Équipements médicaux
- Possibilité d'avoir accès aux pharmacies du réseau de la santé pour l'achat de la médication nécessaires aux services de PR (Naloxone, Glucagon, Épinéphrine).
- Mise à jour en cours du contenu du programme de formation des PR :
 - Mise en place d'un service de PR évolutif : une implantation graduelle.
 - Reconnaissance ou mise à niveau des acquis pour les pompiers-PR.
 - Formation de PR bonifiée : souple et efficace.

4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

- Consacrer les ressources nécessaires afin de fournir des Services de premiers répondants dans le respect des principes et des obligations énoncés à la LSPU.
- Répondre aux demandes d'Affectation transmises par le CCS correspondant au niveau de service convenu entre les Parties.
- Documenter les étapes de la chronométrie identifiées comme H5, H6, H7, H8 et H9 en fournissant l'information au CCS pour que ce dernier l'intègre à sa carte d'appel, à l'aide des outils convenus entre la Municipalité et le Centre intégré.
- Conformément aux Lois applicables, ouvrir, administrer, tenir à jour et transmettre, au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de chaque mois ou sur demande raisonnable du Centre intégré, les documents, les dossiers préhospitaliers, dont notamment les rapports d'intervention (portant le numéro AS-805).
- Veiller à l'amélioration de la qualité des Services de premiers répondants et au maintien de la performance.
- Reconnaître l'importance des Heures de formation et veiller à les dispenser par des Formateurs accrédités.
- Tenir un registre des Heures de formation suivies par les Premiers répondants à son emploi et en fournir une copie au Centre intégré annuellement.

¹ Des travaux de vérification sont encore au cours auprès du CAG

- Collaborer avec le Centre intégré et les différents intervenants du milieu, dont les entreprises ambulancières.
- Les Parties conviennent que le niveau de services pourra être revu annuellement, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, notamment pour tenir compte de l'évolution des besoins populationnels et des **critères d'analyse** (nombre d'affectations, démographie, les temps de réponse des services ambulanciers, la nature du service de sécurité incendie (temps plein, temps partiel ou pompiers volontaires), le type de garde, les ressources humaines, matérielles et financières à la disposition de la municipalités et les activités ou entreprises pouvant entraîner des risques particuliers pour la santé, etc.).
- Au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'Année financière, la Municipalité doit transmettre au Centre intégré et au Ministre un rapport annuel des activités relatives au volet opérationnel.
- La Municipalité doit transmettre au Centre intégré et au Ministre une copie de son rapport financier annuel, et ce, en même temps qu'il le transmet au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.
- Le contrat est d'une durée initiale de trois (3) ans avec une évaluation annuelle de la performance.

5. PLAN DE FINANCEMENT DES SERVICES DE PR

Afin d'établir un système de financement unique, uniforme et équitable respectant l'enveloppe budgétaire, le MSSS présente le plan de financement suivant :

- **Financement initial (montant unique alloué pour soutenir l'implantation du service de PR)**
Afin d'inciter les municipalités à mettre en place des services de PR sur leur territoire et ainsi atteindre les objectifs du Plan d'action gouvernemental, les coûts d'implantation initiaux de chaque nouveau service de PR seront financés, les dépenses admissibles ou non étant énumérées à l'annexe 2 (version préliminaire sujette à révision). Une reddition de comptes sera exigée pour chaque nouvelle implantation afin d'assurer une utilisation appropriée des fonds.
- **Financement récurrent (montant alloué annuellement pour soutenir les services de PR)**
Le financement offert à la municipalité qui met en place un service de PR s'élève à 2,5% du coût net de sa protection incendie, jusqu'à concurrence de 100% du coût de sa charge du service de PR.

Le financement récurrent est octroyé sur présentation budgétaire approuvée par le conseil municipal. À la suite du dépôt du rapport financier annuel auprès du MAMH, dans lequel sont inscrits les coûts du service incendie et ceux du service de premiers répondants, le Centre intégré ajustera, le cas échéant, le financement lors du prochain versement.

Les municipalités desservies par un service de PR dont le coût de leur protection incendie est inférieur ou égal à 400 000\$ recevront le moindre entre 10 000\$ et 100% des coûts de sa charge du service de PR.

Si un élément de rémunération ou de dépense n'est pas spécifiquement mentionné dans le contrat, il est réputé être inclus dans les contreparties financières prévues à cet article et sera fourni par la municipalité afin d'assurer l'opérationnalisation et la pérennité du service de PR.

Comparatif entre le programme actuel et le nouveau programme :

Implantation :

Le programme actuel offre un financement en fonction du niveau de service et selon le nombre de participants:

Niveau PR	Forfait mise en place*
PR-DEA	3 000 \$
PR-1	5 000 \$
PR-2	10 000 \$
PR-3	15 000 \$

* ~~par un~~ groupe maximal de 16 ~~pour un maximum de 32~~ participants

Exemple : Pour l'implantation d'un service de PR-1 comprenant 11 casernes de 32 premiers répondants chaque, le montant d'implantation sera de ~~10 5 000\$~~ par caserne, soit ~~110 55 000\$~~ au total.

Le nouveau programme se base sur les coûts réels d'implantation du service PR en finançant 100% des dépenses d'implantation à l'exception des coûts d'acquisition de véhicule et des éventuelles primes PR.

Exemple : Pour l'implantation d'un service de PR-1 évalué à 2,7M\$ dont 120 000\$ pour l'achat de véhicule et 680 000\$ pour des primes PR, la municipalité recevra un financement initial de 1,9M\$

Récurrence :

Le financement récurrent du programme actuel est calculé selon le niveau de PR et le nombre de premiers répondants par caserne :

Niveau PR	Forfait récurrent*
PR-DEA	600 \$
PR-1	800 \$
PR-2	1 600 \$
PR-3	3 800 \$

* par groupe de 16 pour un maximum de 32 participants

Exemple : Pour le financement annuel d'un service de PR-1 comprenant 11 casernes de 32 premiers répondants chaque, le montant récurrent versé par le MSSS sera de 1 600\$ par caserne, soit un total de 17 600\$.

Le nouveau programme considère les coûts de fonctionnement des services de premiers répondants en finançant 2,5% du coût net que la municipalité alloue pour sa protection incendie.

Exemple : Pour le financement annuel d'un service de PR-1 dont le coût du service incendie de la municipalité est de 50M\$, le montant récurrent versé par le MSSS sera de 1 250 000\$.

Ce mécanisme de financement permettra d'allouer une somme importante aux municipalités intéressées par la mise en place de nouveaux services de PR. Il bonifiera également le montant récurrent de subvention accordé à toutes les municipalités desservant un ancien ou un nouveau service de PR, sans exception. Cela se traduira par une amélioration de la couverture préhospitalière et une satisfaction accrue des citoyens à l'égard des services offerts.

6. PROCHAINES ÉTAPES

- Les membres du comité doivent veiller à impliquer les bonnes ressources et membres afin d'étudier et de commenter le contenu de la version modifiée du contrat de services PR incluant les modalités de financement, afin que le MSSS détermine une version finale qui soit claire et réponde le mieux possible aux besoins exprimés, dans le respect du cadre légal et budgétaire.
- La possibilité de se réunir en présentiel pour une séance de travail sera offerte aux membres du comité.
- Il serait pertinent de transformer à terme le Comité de révision du programme de premiers répondants en une table de concertation pilotée par le MSSS. Cette table réunirait les acteurs clés pour répondre aux enjeux opérationnels et cliniques et faire circuler les bonnes pratiques une fois le nouveau contrat mis en place. La gouvernance de cette table de concertation, y compris les acteurs pertinents et les modalités de fonctionnement, seront discutés lors de la dernière rencontre du comité de révision.
- Le MSSS a comme objectif d'annoncer la mise en place d'un nouveau contrat de services de PR à l'automne, avec un lancement prévu pour de janvier 2025. Les membres du comité sont invités à promouvoir activement ce nouveau contrat et à encourager et soutenir l'implantation de nouveaux services PR.

Annexe 1 : Exemples

	Actuellement	Nouveau programme*
Montréal	8.5M\$	11.2M\$
Laval	11 800\$	1.6M\$
Sherbrooke	41 300\$	650 000\$
La Prairie	8 940\$	93 000\$
Saint-Calixte	1 600\$	21 000\$

*Ces chiffres sont calculés sur la base des données 2022 disponible sur le site du MAMH, indexées sur la base de l'évolution estimée des coûts (3.5% l'an sur 3 ans).

Annexe 2 : Dépenses admissibles (version préliminaire, sujette à révision)

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
<u>Dépenses en immobilisation</u> <ul style="list-style-type: none">• Modification des véhicules d'intervention• Équipement médicaux (Trousse, DEA, etc.)• Équipement informatique• Matériel didactique et médical dédié à la formation (mannequins, DEA de formation...)• Mobilier de bureau <u>Dépenses de formation des premiers répondants</u> <ul style="list-style-type: none">• Rémunération des formateurs et assistants formateurs• Rémunération des participants• Location de salle• Fournitures médicales dédiées à la formation <u>Dépenses d'opération</u>	<u>Dépenses en immobilisation</u> <ul style="list-style-type: none">• Achat de véhicules d'intervention• Construction immobilière <u>Dépenses de formation des premiers répondants</u> <ul style="list-style-type: none">• Primes pour les participants

- Rémunération du personnel de soutien (supervision et administration)
- Équipement individuel (uniforme, etc...)

Le CISSS, agissant raisonnablement, pourra admettre d'autres dépenses à titre de dépenses admissibles, sans toutefois pouvoir ainsi admettre les dépenses non admissibles identifiées à la présente annexe.